

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Commission de l'économie,
des finances, du budget et de
la fonction publique

Papeete, le 12 NOV. 2019

N° 133-2019

RAPPORT

relatif à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française
sur le projet de décret fixant pour les années 2017 et
2019 la quote-part des ressources du budget de la
Polynésie française destinée à alimenter le fonds
intercommunal de péréquation,

présenté au nom de la commission de l'économie, des
finances, du budget et de la fonction publique,

par Mesdames les représentantes Tepuaurarii
TERIITAHU et Béatrice LUCAS

Document mis
en distribution

Le 12 NOV. 2019

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 643/DIRAJ du 7 octobre 2019, le haut-commissaire de la République en Polynésie française a soumis pour avis à l'assemblée de la Polynésie française, un projet de décret fixant pour les années 2017 et 2019 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation.

Créé par la loi du 24 décembre 1971, le fonds intercommunal de péréquation (FIP) est régi par la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et notamment par son article 52. Sa vocation est de doter les communes d'une source de financement stable et pérenne en l'absence d'une fiscalité propre suffisante.

Outre les subventions de l'Etat, ainsi que celles de la Polynésie française que le FIP peut recevoir depuis la dernière modification de la loi organique le 5 juillet 2019, ce fonds est constitué d'une quote-part des impôts, droits et taxes perçus au profit du budget général de la Polynésie française, déduction faite des pertes sur créances irrécouvrables, des crédits, reversements et autres exonérations d'impôt.

Cette quote-part ne peut être inférieure à 15 % des ressources précitées. Son taux est fixé annuellement et sa détermination s'effectue par décret, en deux temps :

- Il y a tout d'abord lieu de définir son assiette provisoire à partir du budget primitif de l'année en cours ;
- Il faut ensuite établir son assiette définitive sur la base des sommes portées au compte administratif.

Lorsque le compte administratif fait apparaître que le produit des impôts, droits et taxes effectivement perçu est inférieur au produit prévu au budget primitif, le montant de la différence est inscrit en déduction de l'assiette du FIP de l'année suivante celle de l'adoption du compte administratif.

En pratique, un projet de décret est transmis chaque année à l'assemblée de la Polynésie française. Outre le taux de la quote-part, il fixe :

- L'assiette définitive du FIP de l'année n-2 sur la base des sommes portées au compte administratif et
- L'assiette provisoire du FIP de l'année en cours, établie à partir du budget primitif.

C'est l'objet du projet de décret qui est soumis à notre avis, pour les années 2017 et 2019.

➤ **Pour la participation de la Polynésie française au FIP au titre de l'année 2017**, le décret n° 2017-1738 du 21 décembre 2017 avait fixé le taux de la quote-part à 17 % et l'assiette provisoire après déduction à 84 931 975 000 F CFP, ce qui a porté le montant de la dotation à 14 438 435 750 F CFP.

Le projet de décret confirme le taux de 17 % et établit, dans son annexe I, l'assiette définitive de l'année 2017 à 96 081 226 760 F CFP, soit une différence de 11 149 251 760 F CFP avec l'assiette provisoire.

La contribution définitive de la Polynésie française au FIP au titre de l'année 2017 s'élève donc à 16 333 808 549 F CFP.

	Décret du 21 décembre 2017 <i>Données provisoires</i>	Projet de décret <i>Données définitives</i>	Différentiel
Assiette 2017	84 931 975 000 F CFP	96 081 226 760 F CFP	+ 11 149 251 760 F CFP
Taux de la quote-part 2017	17 %	17 %	-
Dotation due au FIP 2017	14 438 435 750 F CFP	16 333 808 549 F CFP	+ 1 895 372 799 F CFP

➤ **Pour la participation de la Polynésie française au FIP au titre de l'année 2019**, le projet de décret propose de maintenir le taux de la quote-part à 17 % et de fixer, en annexe II, l'assiette provisoire de calcul à 97 976 660 000 F CFP après déduction, ce qui devrait provisoirement porter la contribution du Pays au FIP à 16 656 032 200 F CFP.

Un décret viendra ultérieurement déterminer l'assiette définitive du FIP de 2019, sur la base des sommes qui seront portées au compte administratif de 2019.

* * * * *

Au regard de ces éléments, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, réunie le 5 novembre 2019 pour examiner ce dossier, propose à l'assemblée de la Polynésie française d'émettre un avis favorable au projet de décret présenté.

LES RAPPORTEURES

Tepuaurarii TERIITAH

Béatrice LUCAS

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

AVIS N°

A/APF

DU

sur le projet de décret fixant pour les années 2017 et 2019 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 643/DIRAJ du 7 octobre 2019 du haut-commissaire de la République en Polynésie française soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de décret fixant pour les années 2017 et 2019 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation ;

Vu la lettre n° /2019/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du

ÉMET L'AVIS SUIVANT :

Le projet de décret fixant pour les années 2017 et 2019 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation recueille un *avis favorable* de l'assemblée de la Polynésie française.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire de la République en Polynésie française, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,

Le président,

Béatrice LUCAS

Gaston TONG SANG